

MESURES CONSERVATOIRES DE LA LIGUE ARABE CONTRE LA SYRIE

L'axe algéro-égyptien évite le pire

N'était l'axe algéro-égyptien, la Ligue arabe aurait certainement résolu à plus dangereux que les mesures conservatoires prises contre la Syrie samedi au Caire. La première mouture de la résolution, présentée en commission idoïne de la Ligue arabe, et que l'Algérie et l'Egypte ont travaillé conjointement à amender, sollicitait rien moins que l'intervention du Conseil de sécurité de l'ONU.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Au sein de la Ligue arabe, dont le barycentre a, de proche en proche, fini par se déplacer vers les monarchies du Golfe, à leur tête le Qatar, l'Algérie et l'Egypte jouent de diplomatie solidaire, synergie nécessaire pour contrebalancer les rapports de force.

L'examen, samedi, du dossier épineux de la Syrie leur a offert l'opportunité de démontrer de manière active cette solidarité. «Notre position a été la même», a affirmé le ministre algérien des Affaires étrangères, dimanche, lors d'un point de presse conjoint avec son homologue égyptien, Mohamed Kamel Amr.

Le chef de la diplomatie algérienne a souligné, au passage, que la première mouture de la résolution, soumise à débat au sein de la commission appropriée de la Ligue arabe, était dangereuse. «Si la mouture initiale était passée telle qu'elle, l'Algérie se serait retirée de la commission», a-t-il précisé.

Le texte initial amendé sous l'impulsion du duo Algérie-Egypte, l'Algérie, tout comme l'Egypte, a

voté la résolution qui décide «la suspension de la participation des délégations syriennes aux travaux» de la Ligue arabe, assortie d'un appel au retrait des ambassadeurs arabes de Damas. Et concernant ce retrait, l'Algérie se veut d'avoir une attitude souveraine.

C'est tranché : elle ne retirera pas son ambassadeur. «Il n'est pas question que l'Algérie mette en œuvre cette décision de la Ligue arabe. C'est une décision qui relève de la souveraineté de chaque Etat membre. L'Algérie ne rappellera pas son ambassadeur», a clairement précisé Mourad Medelci.

Cela étant, les deux ministres des Affaires étrangères algérien et égyptien ont souligné, tour à tour, que la feuille de route de la Ligue arabe pour une sortie de crise en Syrie reste de vigueur.

L'Algérie, comme l'Egypte, contrairement aux pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sous la houlette du Qatar, sont contre toute intervention étrangère en Syrie et plaident pour une solution à travers un dia-



Photo : DR.

logue intersyrien. «Il faut que la violence cesse immédiatement», a soutenu Medelci qui, visiblement outré, a tenu à démentir ce que la presse a rapporté comme anicroche avec son homologue qatari lors de la réunion de la Ligue arabe.

«Je suis très surpris par ce que vous dites», a-t-il rétorqué à un journaliste qui, justement, lui

posait la question à propos, poursuivant : «C'est une pure invention. J'ai pris la parole. Le président de séance a pris tout le temps de me répondre et ce n'est qu'après qu'il a levé la séance.»

Affirmant cela, Mourad Medelci, comme si d'aucuns pouvaient douter de sa déclaration, a manqué à peine de jurer qu'il disait vrai. Il commet néanmoins ce qui

n'est pas dans les us diplomatiques : prendre à témoin son homologue égyptien.

«Est menteur celui qui n'a pas de témoin», a-t-il lâché, se tournant vers Mohamed Kamel Amr quêtant sa certification. Ce qu'il obtient de son hôte, visiblement surpris par une sollicitation si incongrue.

S. A. I.

DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-POLONAISE

La règle 49/51, la faible réactivité des opérateurs nationaux..., des freins ?

La règle 49/51 régissant les investissements étrangers, la faible réactivité des opérateurs économiques nationaux en matière de commerce sont-elles des freins au développement de la coopération algéro-polonaise ? La réponse reste peu évidente.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Certes, la règle 49/51 ne constitue pas une contrainte insurmontable selon une vingtaine d'institutionnels et entrepreneurs polonais, en visite de prospection partenariale en Algérie du 12 au 16 novembre 2011.

Marquée par l'organisation de Journées polonaises à Alger, Chlef, Oran et Tlemcen, cette visite a été ponctuée hier au siège de l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur (Algex), en plus des rencontres B to B, par une conférence de presse. Exerçant dans divers secteurs d'activité, notamment le

BTPH, la construction navale (bateaux de plaisance et jet-skis), l'agroalimentaire et la restauration du vieux bâti, ces opérateurs sont disposés à s'adapter à la réglementation algérienne, renforcer le transfert de technologie et d'expertise et répondre aux besoins spécifiques du marché algérien.

Et cela même si cette règle pourrait gêner les petites et moyennes entreprises polonaises selon l'ambassadeur de Pologne en Algérie, Son Excellence Michal Radlicki. Voire que les besoins en matière d'investissements ne soient pas très clairs



Photo : DR.

Son Excellence l'ambassadeur de Pologne en Algérie, Michal Radlicki.

malgré certains projets potentiels et l'attractivité avérée du marché algérien. De même que la faible

réactivité des opérateurs nationaux à diversifier les échanges commerciaux avec la Pologne

pose problème. Dans la mesure, notamment, où des opérateurs achètent des produits, notamment laitiers, d'origine polonaise d'autres pays européens mais ne cherchent pas à pénétrer directement le marché polonais.

Et ce, au-delà des contraintes d'ordre logistique et de garantie bancaire et de l'insuffisance algérienne dans le domaine de la promotion commerciale et économique à l'international.

Certes, l'Algérie demeure le plus important partenaire économique de la Pologne en Afrique du Nord, néanmoins, leurs échanges commerciaux sont faibles, évalués en 2010 à près de 338 millions de dollars dont 324,3 millions d'exportations polonaises (en hausse de 47,55%) et 13,356 millions d'exportations algériennes (en diminution de 91,82%).

Soit une balance commerciale largement déficitaire pour l'Algérie -310,9 millions de dollars contre seulement -56,593 millions de dollars pour l'année 2009.

Pour le premier trimestre 2011, l'Algérie a importé pour une valeur de 102,76 millions de dollars, en hausse de 56,50% par rapport à la même période de 2010.

C. B.

TIZI-OUZOU :

Incursion terroriste à Beni-Zmenzer

Enième incursion terroriste dans les bars dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Un groupe islamiste armé composé de 7 éléments portant des uniformes des services de sécurité, s'est introduit dans la nuit du samedi 12 novembre, aux environs de 21h, dans un bar, non loin du chef-lieu communal de Beni-Zmenzer, daïra de Béni-Douala. Avant d'être rackettés, les clients ont été systématiquement délestés de leurs téléphones mobiles.

Les terroristes ont également contrôlé l'identité de quelques citoyens attablés dans ce bistrot de fortune. Selon une source sécuritaire, le groupe terroriste a subtilisé un fourgon à un citoyen du village Agouni-Boufal, commune de Souk El Ténine, sur le CW2, pour ensuite se diriger vers ce bar.

Une opération qui a été effectuée avec une facilité déconcertante. Après avoir commis son forfait, le groupe terroriste a disparu dans la nature.

Il convient de rappeler que la région a connu d'innombrables actes similaires particulièrement dans les communes de Souk El Ténine, Mechtras, Assi-Youcef.

Ainsi, d'importantes sommes d'argent ont été engrangées par les éléments d'AQMI lors de leurs incursions dans des bars, en plus de milliards de rançons soustraits aux commerçants et autres industriels dans les opérations de kidnapping.

A. I.